

ETHIQUE ET RESPONSABILITE

Ce document est le fruit d'une rédaction collective, voulue par des hommes et des femmes engagés dans la vie politique et associative au service de l'idée qu'ils se font de l'avenir de leur Île et du destin de son peuple.

Ils ne sont pas d'accord sur tout, bien sûr, mais ils sont convaincus que leurs différences constituent une richesse, pour peu que ne soit jamais perdu de vue le bien-être du peuple corse.

Si ce texte se veut politique, ses signataires n'entendent en aucune manière s'engager directement dans l'arène politique, déjà fort encombrée, et n'aspirent à rien d'autre que de contribuer à l'indispensable débat de fond qui doit s'engager lors des élections territoriales.

La prétention, légitime, de la Corse à une émancipation progressive, doit s'assortir, de notre point de vue, de pratiques politiques qui se distinguent de celles d'une France dont chacun peut constater aujourd'hui l'impasse dans laquelle est engagée sa classe politique.

C'est dans cet esprit que nous avons élaboré quelques propositions que soumettons aux chefs de file des listes présentes aux prochaines élections territoriales, sous forme de questionnaire : nous en communiquerons les réponses à la population.

I- Le non-cumul des mandats doit devenir la règle.

L'Assemblée de Corse est destinée selon nous à devenir le lieu où seront à plus ou moins brève échéance élaborés et votés des textes ayant force de loi sur le territoire insulaire. Il est dès lors particulièrement important que celles et ceux qui siègent dans cette instance n'aient d'autre préoccupation que celle de servir l'intérêt général fusse parfois au détriment de la collectivité dont ils détiennent un mandat local.

Etes-vous prêt à prendre l'engagement qu'aucun des membres de votre liste ne pourra détenir un autre mandat que celui de conseiller territorial ?

II- La politique ne doit plus être un métier.

Pour beaucoup trop d'élus, la politique est devenue un métier, dont ils tirent trop souvent une part importante de leurs revenus.

C'est une situation malsaine, qui favorise à force la pratique du clientélisme, fait le lit de la corruption, et bloque l'accès aux mandats publics et la conduite des affaires publiques pour celles et ceux qui, dans la société civile, sont au cœur des problématiques que leurs élus doivent traiter.

Etes-vous prêt à prendre l'engagement, ainsi que chacun des membres de votre liste, qu'aucun d'entre vous ne briguera et n'effectuera plus de deux mandats territoriaux consécutifs ?

III- Si la majorité doit gouverner, l'opposition doit avoir les moyens de s'opposer.

La démocratie a besoin de ses deux jambes pour avancer : une majorité qui gouverne et une opposition qui s'oppose. L'exécutif issu de la majorité dispose de l'expertise de l'administration pour élaborer les dossiers qu'il soumet au vote de l'assemblée territoriale.

L'opposition, par définition, ne participe pas à l'élaboration des textes qu'elle est appelée à voter, et ne dispose ni du temps ni de l'expertise qui lui permettraient, pour les textes les plus complexes, de se forger une opinion.

Etes-vous prêt, si vous êtes en situation de constituer l'exécutif de la CTC, à faire voter un crédit pour que votre opposition puisse choisir librement, et rémunérer, les experts indépendants qui lui permettront d'éclairer son vote ?

IV- L'emploi public ne doit plus être un échange de services.

L'emploi public, même s'il devient plus rare compte tenu de la crise des finances publiques, reste une monnaie d'échange pour un certain nombre de responsables publics.

Outre qu'il s'agit là d'une pratique qui n'est rien d'autre que de la corruption, les excès que l'on peut constater obèrent, pour longtemps, les budgets de fonctionnement de la CTC et freinent d'autant plus les budgets d'investissement, seuls porteurs d'avenir.

Etes-vous prêt, dès la prochaine mandature, à demander que soit effectué un audit des procédures de recrutement, et d'une manière générale les pratiques de gestion des ressources humaines de la CTC et des offices et agences qui en dépendent ? Etes-vous disposé, si votre groupe est appelé à participer à l'exécutif, à confier à une instance indépendante incontestable le soin d'opérer les recrutements à la CTC ainsi que dans les offices et les agences?

V- La transparence des décisions qui engagent l'argent des contribuables doit être la règle.

A tort ou à raison nos concitoyens n'ont plus confiance dans la manière dont leurs élus appréhendent la gestion de l'argent public. L'opacité des règles qui président à la décision de financer les investissements, ou les associations d'intérêt public, entretiennent les soupçons de pratiques clientélistes et de favoritisme.

Etes-vous prêt à demander que soient renforcés les pouvoirs d'investigation de la cour territoriale des comptes et les sanctions qui pourraient être appliquées en cas de constat de manquements graves, ainsi que la mise en place d'une plateforme Open Data qui mettrait à la disposition de tous, l'ensemble des données concernant la gestion de la CTC et le train de vie de son administration et de ses élus?

VI- L'éthique doit être au cœur de l'engagement que l'on prend envers ses concitoyens.

La crise qui frappe notre Île, la misère qui gagne les villes comme les campagnes, exigent des élus la plus grande rigueur de comportement. C'est sans doute une contrainte, mais c'est aussi le prix à payer pour que nos concitoyens reprennent confiance dans la politique et dans ceux qui sollicitent leur confiance.

Etes-vous prêt à demander à chacun de vos colistiers d'attester qu'ils n'ont jamais été condamnés pour faits de corruption, de prise illégale d'intérêts ou de détournement de fonds publics ? Etes-vous prêt à exiger la démission de ceux ou celles d'entre vos colistiers qui se verraient impliqués dans une affaire relevant de l'un de ces délits ?

VII- La question migratoire est au cœur du débat politique : elle doit être débattue sereinement à l'assemblée de Corse.

La Corse, faiblement peuplée et attractive, se trouve au cœur d'une zone où la pression migratoire est forte, qu'elle vienne des pays du nord ou des pays du sud. La crise économique, le contexte français, européen et international troublent et inquiètent la population qui, à tort ou à raison est saisie par un sentiment de dépossession. Ne pas s'en inquiéter revient à fermer les yeux sur les dérives xénophobes les plus graves et les solutions populistes les plus inquiétantes qui en sont le corolaire.

Etes-vous prêt, si vous êtes lors de la prochaine mandature en situation de pouvoir, à organiser une session extraordinaire sur la situation de notre Île à cet égard, et à esquisser les contours d'une politique qui permette de sensibiliser les instances françaises et européennes à cette question, afin d'obtenir pour les autorités insulaires les moyens de peser en la matière dans le sens des intérêts du peuple corse et de ceux qu'il accueille en son sein.

VIII- Le banditisme et l'affairisme qui lui est consubstantiel constituent un danger mortel pour la Corse : ils doivent être éradiqués.

Le banditisme se développe dans notre Île de manière inquiétante : pas une seule de nos micro-régions n'échappe à son emprise, et trop souvent force est de constater dans une partie de la classe politique et certains milieux d'affaires une complaisance préoccupante à son égard.

Etes-vous prêt à lutter sans faiblesse pour en réduire l'influence, veiller à ce que ne puissent accéder aux marchés publics les entreprises ou il serait impliqué, et refuser les accords avec ceux qui, dans la classe politique ne prendraient pas clairement de distance ?